

Cheminots

LE TEMPS DES SACRIFICES IMPOSÉS DOIT CESSER

La grève du 10 juin, à l'appel de quatre syndicats de la SNCF, a été un succès. Près d'un cheminot sur deux a cessé le travail. Dans l'Aube comme au niveau national, les perturbations ont fortement affecté le trafic. Ce mouvement constitue un avertissement révélateur d'une profonde tension sociale au sein du groupe ferroviaire. La direction a annoncé la tenue d'une table ronde le 23 juin. Si aucune avancée concrète n'en ressort, la mobilisation pourrait prendre une tout autre ampleur.

PAR CAMILLE LAINÉ

Alors que les prix continuent d'augmenter et que le coût de la vie pèse toujours plus lourdement sur les salariés, les cheminotes et cheminots voient leur pouvoir d'achat reculer. Avec une inflation supérieure à 2,5 % et une hausse salariale limitée à 0,19 % à la SNCF en 2026, l'écart est devenu insupportable.

Pourtant, lors de la réunion de branche du 28 mai, le patronat ferroviaire a affirmé qu'il n'existait « pas de problème de pouvoir d'achat ». Une déclaration vécue comme une provocation par des salariés confrontés chaque jour à la hausse des dépenses contraintes, tandis que les directions exigent toujours davantage de productivité.

Cette situation n'est pas une fatalité économique, mais un choix politique, a souligné Thomas Conroux, de la CGT, lors d'une assemblée générale. La preuve : l'État et la direction de la SNCF ont annoncé un plan de modernisation du réseau ferroviaire portant les investissements annuels à 4,5 milliards d'euros à partir de 2028. Sur cette somme, 500 millions d'euros proviendront directement des bénéfices réalisés par l'entreprise.

Autrement dit, une part importante des richesses créées par le travail des cheminots servira à compenser le désengagement financier de l'État plutôt qu'à améliorer les salaires ou les conditions de travail. Dans le même temps, les restructurations se poursuivent.



Thomas Conroux lors de son intervention le 10 juin

Après la liquidation de Fret SNCF, suppressions d'emplois, filialisations, externalisations et réorganisations permanentes répondent à une même logique : adapter le rail aux exigences de la concurrence et de la rentabilité. Les conséquences sont lourdes : dégradation des conditions de travail, perte de sens, éclatement des collectifs et souffrance croissante des salariés.

Les chiffres sont alarmants. Depuis le début de l'année, treize suicides d'agents SNCF ont été recensés. Début juin, un agent de l'Infrapole Aquitaine a également perdu la vie sur un chantier. Un cheminot sur trois déclare souffrir de troubles anxieux ou dépressifs, tandis que les accidents du travail se multiplient.

Face à cette offensive sociale, les organisations syndicales appellent à construire un rapport de force durable. Car une seule journée de grève ne suffira pas. L'enjeu dépasse les seules questions salariales : il s'agit de défendre l'avenir du service public ferroviaire, l'unité de la SNCF et la dignité de celles et ceux qui la font vivre chaque jour.

Les cheminots refusent de choisir entre leurs acquis sociaux, leur santé et leur salaire. Ils revendiquent le droit de vivre dignement de leur travail et d'exercer leur métier dans des conditions respectueuses des femmes et des hommes qui font rouler le rail français.

L'ACTU DU PCF

LE PCF RENOUVELLE SES DIRECTIONS LOCALES À TROYES ET ROMILLY-SUR-SEINE

Les 6 et 7 juin derniers, les adhérents du Parti communiste français étaient appelés à voter pour désigner le texte qui servira de base commune de discussion au 40e congrès du PCF, prévu début juillet.

PAR LDA

Dans l'Aube, le texte proposé par le Conseil national a recueilli près de 75 % des suffrages. Au niveau national, ce même texte a été adopté par 61 % des votants. Ce vote ouvre désormais une nouvelle phase de débats, marquée par la tenue des congrès de section et des congrès départementaux, au cours desquels les communistes examineront et amèneront le texte retenu.

Dans ce cadre, les communistes aubois ont récemment tenu leurs congrès locaux à Troyes et à Romilly-sur-Seine. À Troyes, les communistes ont élu comme secrétaire de section Charline Briot, 32 ans, enseignante et élue municipale troyenne. À Romilly-sur-Seine, c'est Dimitri Tissot, 28 ans, comptable, qui a été choisi pour assurer la responsabilité de secrétaire de section.

Ces congrès ont permis aux adhérents de débattre de la situation politique nationale et internationale, mais également des défis auxquels le Parti communiste est confronté. Dans un contexte marqué par la montée de l'extrême droite, les difficultés du monde du travail et les inquiétudes croissantes autour des services publics, les communistes entendent poursuivre leur engagement au plus près des habitants.



En médaillon, Charline Briot et Dimitri Tissot

Les débats ont également porté sur les questions d'organisation, de développement du Parti et de renouvellement militant. Les communistes aubois ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur présence sur le terrain, dans les entreprises, les quartiers populaires et les communes du département.

Pour les deux nouvelles équipes dirigeantes, l'enjeu est clair : faire vivre un Parti communiste utile aux luttes, aux mobilisations sociales et aux aspirations populaires, tout en poursuivant le travail de renforcement de l'organisation et de conquête de nouvelles adhésions.

Le processus se poursuivra avec la tenue du congrès départemental du PCF de l'Aube le 20 juin, nouvelle étape dans la préparation du 40e congrès national du Parti communiste français.

L'HUMEUR

DE GISELE MALVAL

TAPIS ROUGE

On se rappelle le choc international que fut en 2001 la destruction par bombardement des Bouddhas de Bamyan en Afghanistan, des statues de 55m et 38m de haut, des VIè et VIIIè s. Les Talibans signifiaient ainsi que tout ce qui était antérieur à l'islamisation n'avait pas existé. Depuis les sites religieux, inscrits ou non au patrimoine mondial de l'UNESCO, sont devenus la cible privilégiée des agresseurs : un an après le 7 octobre 2023, 814 mosquées et 3 églises ont été détruites à Gaza par l'armée israélienne, selon le ministère des Affaires religieuses palestinien. La cathédrale de Kiev, site inscrit lui aussi à l'UNESCO, vient d'être en partie incendiée suite à des bombardements de l'armée russe. Outre le fait de constater que l'ONU et sa branche culturelle de l'UNESCO n'ont plus aucune influence quand il s'agit de colonisation, quel est l'intérêt stratégique de s'attaquer à des sites religieux ?

La religion, d'un mot latin signifiant relier, est faite à l'origine pour relier les habitants d'un même pays à un récit sacré donc intangible, ce qui assure une unité cultuelle et culturelle, même si tous les habitants n'y adhèrent pas. En détruisant les lieux de culte, cette unité est censée disparaître, les habitants supposés se sentir déracinés et devenir ainsi prêts à obéir à l'envahisseur, hormis celles et ceux qui s'engageront dans la résistance. Ne pas hésiter à toucher au sacré, dimension intellectuelle qui semble, comme l'art, propre à l'humanité, est aussi destiné à terroriser puisque l'humanité des attaqués est déniée. Trump n'avait pas hésité à dire le 7 avril en parlant de l'Iran « une civilisation entière va mourir ce soir ». Certes, on peut voir derrière tout cela la mégalomanie meurtrière de vieux mâles blancs occidentaux, mais, et surtout, ce qui est préparé par ces destructions est une révision de l'histoire permettant de dérouler sans complexe le tapis rouge - de sang - aux capitalistes de la reconstruction.

L'OEIL DE GLEBE



OTHE ARMANÇE FESTIVAL 2026
3 & 4 JUILLET 2026
PARC DES FONTAINES

KEZIAH JONES | DUB INC
LA P'TITE FUMÉE | THE LOCOS (EX SKA-P)
CELKILT | TOM FRAGER | BARDIX LE GAULOIS
TAMBOUR : **BARCELLA, SYRANO, ORDŒUVRE**
RADIO MOUTARDE | MARGAUX CLAUDEL ...

www.festivaldoythel.com

ABONNEZ-VOUS ! : 20 €
à La Dépêche de l'Aube
VOTRE MEILLEUR SOUTIEN

22^{ter}, avenue Anatole-France 10000 - TROYES
03 25 73 32 82 - ladepechedelaube@wanadoo.fr

TROYES
SAINT-JULIEN-LES-VILLAS



TOUS UNIS AVEC
LES PRODUCTEURS
LOCAUX

Intermarché

LE BILLET DE JEAN-MARIE

LA FOLLE ESCALADE DE FRANÇOIS BAROIN

De l'uniforme scolaire à l'uniforme militaire il n'y avait qu'un pas. C'est chose faite... allègrement !

Le week-end dernier le centre-ville de Troyes - de la cathédrale à Argence - a été envahi par de nombreux blindés et par 200 combattants du 5e régiment de Dragons. L'objectif est clair. Promouvoir, sanctifier l'armée aux yeux de nos jeunes : fusils mitrailleurs, tourelles de chars en accès libre, encouragés par d'aimables initiateurs - recruteurs. Banaliser et en quelque sorte sacraliser l'utilisation de la violence.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance la notion d'enfant - soldat concerne "toute personne de moins de 18 ans qui est utilisée par une force armée à quelque titre que ce soit." Manipuler nos enfants à des fins de propagande militariste, c'est inadmissible !

N'en déplaise à F. Baroin et à la décorée citoyenne - réserviste Valérie Bazin. De l'uniforme scolaire à l'enfant-soldat il s'avère que le risque est bien réel.

La loi de programmation militaire réévaluée s'élève à près de 450 Mds d'euros sur 5 ans, soit en moyenne 90 Mds par an d'ici 2030.

Le budget prévisionnel du ministère de la Justice s'élèverait à 10,7 Mds d'euros, soit près de 9 fois moins que le budget militaire. Cherchez l'erreur alors que notre Justice républicaine manque cruellement de moyens aux risques de commettre d'inadmissibles erreurs et de générer d'épouvantables drames. Défendre nos jeunes c'est avant tout préserver, la paix, la justice, la fraternité et leur garantir une Éducation laïque et républicaine.

JEAN-MARIE GEORGES

OTHE ARMANCE FESTIVAL



OTHE ARMANCE FESTIVAL 2026
FESTIVAL ITINÉRAIRE du 3 Juillet au 17 Octobre
Aube & Yonne

KEZIAH JONES | DUB INC
PIERPOLJAK | OLDELAF | CELKILT
THE LOCOS (EX SKA-P) | TOM FRAGER
LA P'TITE FUMÉE | JEANNE CHERHAL

TAMBOUR : BARCELLA, SYRANO, ORDCŒUVRE | PICON MON AMOUR
BARDIX LE GAULOIS | LES FILS DU FACTEUR | LES P'TITS YEUX
NOR'MAD (EX MES SOULIERS SONT ROUGES) | RADIO MOUTARDE
JASON MIST | TRIO NGAZI | TROJKA NOMAD | LUCIEN CHEENNE
EXOTICA LUNATICA | THE ROOFTOP BARBER SHOP | MARCAUX CLAUDEL
VAL & JEAN | THIBAUT KESKALT | UN SAUMON DANS TA FACE | PERCHÉ

WWW.FESTIVALENOTHE.NET



www.aubeane.fr

Aubéane
MUTUELLE DE FRANCE

Votre mutuelle de proximité

ABSENCE DE SÉLECTION | SOLIDARITÉ | 100% HUMAIN | PAS D'ACTIONNAIRES | SANS LIMITE D'ÂGE

03 25 79 10 43 | aubeane

TROYES 59 bd Blanqui | ROMILLY-SUR-SEINE 35 Rue Garnet Boivin | BAR-SUR-AUBE 157 Rue nationale

AU FIL DE L'ÉTÉ 36 (1)

Il y a 90 ans, *La Dépêche de l'Aube* existait déjà depuis seize ans. Quotidienne jusqu'au 12 mars 1933, elle reparait sous forme hebdomadaire le 3 février 1934. Le 1er avril suivant débute une nouvelle série sous le titre *La Dépêche de l'Aube et de la Haute-Marne - Organe hebdomadaire de la région du Parti communiste*. À partir du 29 février 1936, le journal revendique même « le plus fort tirage des hebdomadaires de la région ».



PAR PIERRE MATHIEU

La Dépêche, témoin et acteur de son temps

Publié chaque samedi, le journal est vendu en kiosque et à la criée. Son impression est assurée par l'Imprimerie coopérative, située 34 quai Dampierre à Troyes. Le numéro coûte 30 centimes et l'abonnement annuel 15 francs.

De grand format, il compte quatre pages, dont près d'une page et demie consacrée à l'actualité haut-marnaise. Parmi ses principaux rédacteurs figurent plusieurs responsables politiques et syndicaux de l'époque. On y retrouve notamment Marcel Mathieu, qui assure également les fonctions de gérant à partir du 22 février 1936, Adrien Gennevoix, secrétaire de l'Union locale de la CGT, Marius Navoizat, dirigeant communiste élu au conseil municipal de Troyes lors de l'élection complémentaire du 17 mai 1936, ainsi que Jean Flavien, animateur de la « Tribune paysanne ». Pierre Parigaux et Marcel Noël signent également des articles.

Une rubrique régulière, intitulée « La Voix des usines », donne la parole à des correspondants ouvriers. Leurs témoignages apportent de précieuses informations sur la vie des entreprises, les luttes menées et les résultats obtenus dans l'effervescence sociale de l'époque. À suivre.

MOBILISATION CONTRE LA FERMETURE DE 2 CLASSES AU COLLÈGE DE LA VILLENEUVE À ST-ANDRÉ-LES-VERGERS

Lundi 8 juin une vingtaine de manifestant.e.s en provenance du Collège de la Villeneuve (enseignants et agents de l'administration) étaient mobilisé.e.s devant la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

PAR FLOB

Soutenue par les représentants des parents d'élèves, cette mobilisation visait à attirer l'attention de l'Inspecteur d'académie sur les conséquences de la fermeture de deux classes en 5ème et 4ème sous prétexte d'une baisse de démographie exagérément anticipée pour des raisons purement financières.

Selon les règles fixées que l'Académie entend suivre, il manque 5 élèves pour maintenir ces classes, alors même que les difficultés d'enseignement dans le Collège de la Villeneuve pourraient justifier le classement en REP. Cette décision, si elle était confirmée, dégraderait durablement les conditions d'enseignement avec des classes passant de 25 élèves à 30 élèves.

L'inspection académique demande aux enseignant.e.s de présenter des projets qui pourraient, peut-être, permettre d'éviter ces fermetures de classes. Un nouveau rendez-vous est fixé au 17 juin prochain à 17h à la DSDEN pour pouvoir présenter ces projets et espérer éviter le scénario catastrophe annoncé. Si une mobilisation élargie, peut éventuellement permettre de faire ajourner ce projet, cela ne fera probablement que déplacer le problème ailleurs dans l'Académie. C'est bien toute la logique d'austérité à l'œuvre dans l'Éducation nationale, comme dans d'autres services publics, qu'il faut mettre à mal en changeant les rapports de force pour faire de l'Éducation nationale une réelle priorité politique dans ce pays.

ANNONCES LÉGALES

Par AGE du 25/09/2025, les associés de la société SCI BS2, SCI au capital de 106 714,31 € immatriculée au RCS de DIJON sous le n° 413 967 084

ont pris acte de la fin du mandat de gérant de M. Jean-Luc SEGUIN, décédé le 24/05/2024 sans pouvoir à son remplacement et ont décidé de transférer le siège social de la société du 23 Rue de Semur 21000 DIJON au 7 Voie Communale Chatelaine 10700 TORCY LE GRAND à compter du 25/09/2025.

La société immatriculée au RCS de DIJON sous le n°413 967 084 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de TROYES. Gérant : Monsieur Bruno BABEAU demeurant 7 Voie Chatelaine 10700 TORCY LE GRAND.

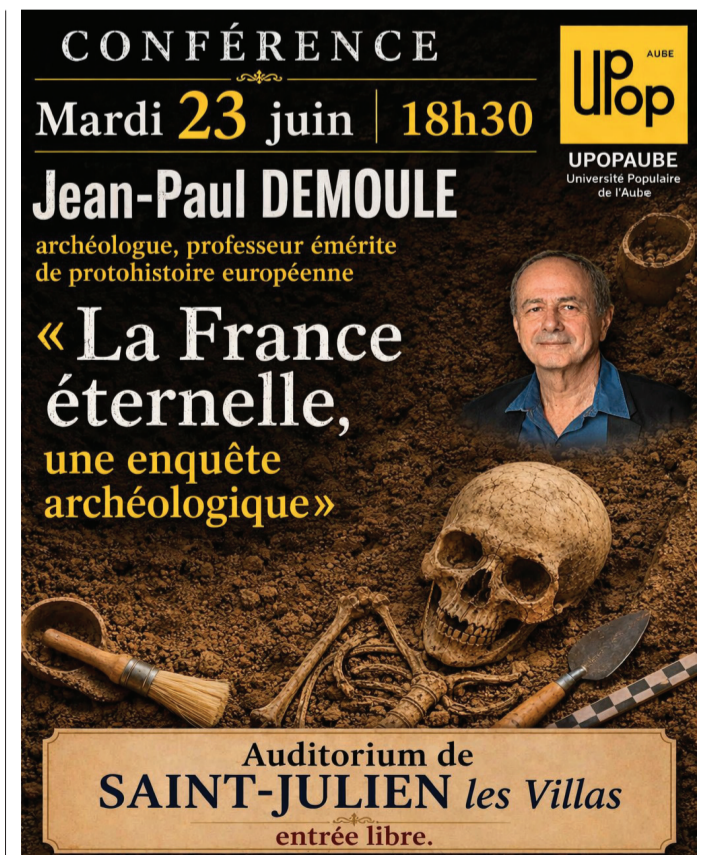
LAPIERRE, Notaire associé, titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à BAR SUR SEINE (Aube), 4E Faubourg de Champagne, CRPCEN 10063, le 12 juin 2026, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la séparation de biens entre : Monsieur André Bernard VIN, retraité, demeurant à VILLEMEREUIL (10800) 17, rue de la Croix Blanche, et Madame Régine LARPEUR, retraitée, demeurant à MAGNANT (10110) 38 rue du Maréchal Leclerc.

Monsieur est né à VILLEMEREUIL (10800) le 3 décembre 1943, Madame est née à MAGNANT (10110) le 10 juillet 1954. Mariés à la mairie de MAGNANT (10110) le 24 juin 1978 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Monsieur est de nationalité Française. Madame est de nationalité Française. Résidents au sens de la réglementation fiscale. Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion
Le notaire.

INSERTION - CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Julien



CONFÉRENCE

Mardi 23 juin | 18h30

Jean-Paul DEMOULE
archéologue, professeur émérite de protohistoire européenne

« La France éternelle, une enquête archéologique »

Auditorium de SAINT-JULIEN les Villas
entrée libre.

